

Syndicaliste et patriote, je milite donc au FN pour défendre le peuple de France



A 48

heures du premier tour, nous avons rencontré un syndicaliste patriote, Laurent Bras, qui nous a expliqué pourquoi, selon lui, Marine Le Pen était la seule qui défendait réellement le salariat et le peuple de France...

Historiquement, la Gauche c'est la défense du peuple, c'est la défense du monde du travail

Riposte Laïque : On vous avait découvert sur un plateau de télévision, face à BHL, et Bernard Bayle avait été favorablement impressionné par votre discours. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs comment un syndicaliste comme vous peut passer de l'extrême gauche au Front national ?

<http://ripostelaique.com/laurent-bras-trotskiste-passe-au-fn-u>

n-vrai-discours-de-gauche-patriote.html

Laurent Bras : Tout d'abord merci pour l'article passé sur Riposte Laïque. Pour répondre à votre question, c'est un long cheminement politique et je dirais aussi pragmatique. J'ai toujours été militant syndical : quand j'étais étudiant, à l'UNEF-ID et au début de ma carrière à La Poste, à la CGT, avec des responsabilités au niveau départemental. Etant issu d'une famille de Gauche, mon père était militant du PS (tendance CERES) et militant syndical CFDT, ma mère membre du syndicat enseignant SNES et à la FCPE, j'ai toujours baigné dans les idées de gauche et syndicales, dans la défense du «petit » contre les « gros», dans la défense du monde du travail, des salariés.

Ensuite, c'est surtout par rapport à l'Europe où j'ai évolué et sur la défense de la nation, qui à mon sens est le seul garant de la préservation du modèle social français.

Comme je l'avais dit lors du débat sur France 5 le 26 février, j'ai voté Chevènement au premier tour des élections présidentielles en 2002.

J'ai adhéré au Front National en 2009 (le déclic s'étant fait par rapport au Référendum sur la Constitution Européenne en 2005). Auparavant déjà en 1992, j'avais voté NON au Référendum sur le traité de Maastricht. J'ai vraiment été séduit par la campagne de Marine en 2012, avec un vrai discours social à la clef, sur sa conception de la puissance et de l'autorité de l'Etat, sur la défense des services publics, auxquels je reste très attaché.

Je reste profondément déçu par les renoncements et les trahisons répétés de la Gauche et de l'Extrême-gauche par rapport à la défense des intérêts des classes populaires et des classes moyennes.

Historiquement, la Gauche c'est la défense du peuple, c'est la défense du monde du travail. Force est de constater que la

Gauche ne remplit plus ce rôle : le PS est un parti de notables et fait parti intégrante du Système. La gauche ne défend que des intérêts communautaristes, immigrés, minorités ou les bobos des grandes villes, délaissant les aspirations populaires.

L'extrême-gauche, avec son pseudo discours radical, rabat au dernier moment ses forces et son énergie vers le PS et ses satellites (exemple, en 1992 Lutte Ouvrière n'a pas appelé à voter NON au traité de Maastricht, ce qui aurait pu faire la différence, sachant que le traité est passé de peu). Quant à la Gauche radicale incarnée par Jean-Luc Mélenchon, souvenons-nous qu'en 2012 le même Jean-Luc Mélenchon a appelé dès 20 h à voter François Hollande au 2e tour, François Hollande le libéral-social, le pseudo « ennemi de la finance » qui n'a rien fait dans son quinquennat pour les classes populaires et moyennes. Au final, la gauche et extrême-gauche ne font jamais les bons choix quand l'intérêt national du peuple, des classes populaires est concerné. Cette même gauche ne défend plus que les aspirations sociétales, l'idéologie soixante-huitarde ayant fait son œuvre depuis plus de 40 ans.

Je considère que l'Union Européenne est une catastrophe pour la France et surtout pour le monde du travail. C'est une formidable machine infernale qui agit uniquement dans l'intérêt de la finance mondiale, pour déréglementer à outrance le travail, les services publics et de ce fait se comporte comme un prédateur face au monde du travail, que ce soient les salariés ou les entreprises.

Maintenant c'est le Front National qui remplit ce rôle de défenseur des milieux populaires. C'est pour ces raisons que j'ai rejoint le Front National. Finalement je reste fidèle à mes idées : défendre les intérêts du peuple. Ce qui a changé c'est l'outil, et cet outil c'est le Front National avec Marine Le Pen à sa tête qui l'incarne le mieux.

Dans un sens, je suis toujours du côté de ce qu'on appelait en

1981 le peuple de Gauche et que je préfère appeler maintenant le peuple de France.

Je suis donc à la fois militant syndical, et militant politique : les deux peuvent s'articuler librement

Riposte Laïque : Vous n'ignorez pas que nombre de vos camarades sont exclus de leur organisation syndicale, quand les responsables apprennent leur engagement. Que pensez-vous de cela, et comment cela se passe-t-il pour vous ?

Laurent Bras : Avec de plus en plus de salariés, ouvriers, employés, cadres, qui votent Front National, de fait il y a forcément parmi eux des syndicalistes et de vrais militants syndicaux qui rejoignent le FN. Cependant certaines directions confédérales font la chasse aux militants syndicaux patriotes, n'hésitant pas à les exclure, pour raisons purement idéologiques. Je reste profondément fidèle à l'esprit de la Charte d'Amiens pour qui le syndicalisme, c'est la défense des intérêts matériels et moraux des salariés, en toute indépendance à l'égard des partis politiques, du gouvernement, du patronat, des religions. Quand une Direction syndicale exclut un de ses membres pour le seul motif d'appartenance politique au seul Front National, c'est contraire à l'idée première du syndicalisme et c'est de l'épuration politique.

Cela a conduit à l'exclusion de Dominique Bourse-Provence, ancien cadre syndical, conseiller prud'homal de de Paris de la CFDT pour appartenance au Front National et pour avoir défendu la préférence nationale. Dominique Bourse-Provence a lancé la création du cercle Front syndical le 1er mai 2015, une structure qui entend lutter contre l'ostracisme dont sont victimes les militants patriotes dans les syndicats et aussi pour fédérer nos militants, et ils sont de plus en plus nombreux, membres du FN ou sympathisants et qui ont une carte syndicale. Et c'est donc tout naturellement que j'ai rejoint

le cercle Front syndical

Je suis membre d'une grande confédération syndicale. J'ai été élu par les adhérents lors d'un congrès départemental à la Commission Exécutive (organe de base de direction) de mon syndicat. C'est la Secrétaire Départementale qui est venue me « chercher ». C'était en 2015, juste avant les élections départementales.

Le jour du Congrès, la Direction du syndicat a su que je me présentais aux élections départementales de 2015 sous les couleurs du Front National (par la presse locale). Au nom de l'indépendance entre le syndicat et l'appartenance politique, il m'a été demandé de démissionner de la CE. J'ai refusé et leur ai proposé un plan B : si je suis élu Conseiller Départemental, je démissionne de ma responsabilité et si je ne suis pas élu je reprends mon mandat syndical normalement. Entre-temps, pendant la campagne électorale qui a suivi, je me mettais en suspens du syndicat. N'ayant pas été élu j'ai repris mes responsabilités syndicales, de fait mes camarades dans le syndicat savent pertinemment que je suis au FN.

Je suis donc à la fois militant syndical, et militant politique : les deux peuvent s'articuler librement. Et c'est aussi parce que je suis militant syndical, que j'ai participé activement, dans mon syndicat aux actions et mobilisations contre la loi El Khomri en 2016.

Comme la gauche et l'extrême-gauche, M. Mélenchon reste l'idiot utile du Système

Riposte Laïque : Quel est votre regard sur la campagne de Jean-Luc Mélenchon, et sur le fait que de nombreux syndicalistes militent pour lui, et votent pour lui ?

Laurent Bras : Cela reste un leurre pour les classes populaires, pour les salariés. Sa candidature s'inscrit dans la volonté du Système pour détourner le vote populaire et

social du vote vers Marine Le Pen, le seul vote authentiquement populaire, social parce que patriote et souverainiste. Jean-Luc Mélenchon, en refusant de poser clairement le débat sur l'Union Européenne (sortie de l'UE, sortie de l'Euro) et sur l'immigration ment aux Français. On l'a vu avec la Grèce, sans indépendance budgétaire et donc sans monnaie nationale, l'Union Européenne, grâce à la BCE utilisera des mesures de rétorsions si la politique suivie n'est pas celle qu'elle impose aux peuples : l'ultra-libéralisme. Ainsi la sortie de l'euro est donc bien un préalable à toute nouvelle politique économique, en particulier si elle est pragmatique et donc patriote. Deuxième point, M. Mélenchon reste un fervent défenseur de l'immigration, pour la plus grande joie de la finance et du MEDEF, qui continueront ainsi à peser à la baisse sur les salaires des travailleurs français. Sans compter que sur la directive des Travailleurs détachés, sa position est floue de même que sur les délocalisations qui se font dans l'Union Européenne.

Ainsi la défense de l'intérêt des salariés, du peuple de France n'est possible que dans une protection de son économie, de son modèle social, de sa souveraineté, de sa sécurité et donc cela implique de tourner le dos à toute politique ultra-libérale, immigrationniste, mondialiste et européiste, ce que ne dit pas clairement M. Mélenchon mais qu'affirme pleinement Marine Le Pen.

Finalement, comme la gauche et l'extrême-gauche, M. Mélenchon reste l'idiot utile du Système. Cependant j'ai un profond respect pour l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, parce que je pense que ce sont des Français patriotes, attachés aux droits sociaux et à ce qui fait la France.

Le fait social s'inscrit de plus en plus

dans le programme du Front National

Riposte Laïque : Par contre, au Front national, on ne peut pas dire que le syndicalisme soit une grande tradition, non ?

Laurent Bras : Les choses évoluent : justement en témoigne la création du cercle Front syndical. Nous avons de plus en plus de syndicalistes patriotes qui sont intéressés par nos actions. Avec Dominique Bourse-Provence, nous avons plusieurs fois participé à des colloques et à des ateliers-débat aux Estivales de Marine Le Pen en 2016 sur le syndicalisme. Quand j'ai lancé le cercle Front syndical dans le Loir-et-Cher en 2016, rapidement j'ai réuni 10 à 15 personnes, membres de différentes centrales syndicales avec des gens de la CGT, de FO, de la CFDT et d'autres personnes non syndiquées mais intéressées par la question sociale. Et je pense que le fait social s'inscrit de plus en plus dans le programme du Front National. Parmi les 144 propositions de Marine, certaines sont directement inspirées par le cercle Front syndical, comme la suppression de la loi El Khomri-Macron-MEDEF, loi profondément injuste socialement et inefficace économiquement.

Les ouvriers sont les premières victimes de la mondialisation

Riposte Laïque : Et pourtant, la majorité des ouvriers vote pour Marine. Vous avez une explication ?

Laurent Bras : Justement par rapport à tout ce que je viens de dire précédemment : les ouvriers sont les premières victimes de la mondialisation, des déréglementations à outrance, des délocalisations et bien sûr de l'immigration. Les partis de gauche ont failli et les ont abandonnés à la merci des prédateurs de la finance, du CAC40 et de l'Union Européenne. En somme, le discours plutôt « gauche sociale » se retrouve maintenant au Front National. Et il va de soi aussi que le discours de Marine parle à cette France oubliée, abandonnée,

déclassée, en témoigne le discours qu'elle a prononcé le Lundi 3 avril à la Bazoche-Gouet, qui était un vrai discours social.

Le cercle Front syndical contre l'instrumentalisation politicienne du syndicalisme

Riposte Laïque : Quelle est la politique du FN sur le syndicalisme ? Appelez-vous à créer des nouveaux syndicats patriotes, comme les gauchistes que vous avez bien connus le faisaient, dans les années 1970, avec des syndicats révolutionnaires ? Ou bien encouragez-vous les militants de votre parti à militer dans les syndicats traditionnels :

Laurent Bras : Nous sommes dans les syndicats, c'est pourquoi nous pensons qu'ils sont utiles et ont un rôle à jouer dans le développement social du pays. Pour autant, comme je le disais au début de l'interview, nous sommes profondément attachés à la Charte d'Amiens, et donc à l'indépendance syndicale. Ainsi le cercle Front syndical s'opposera pied à pied contre toute tentative discriminante à notre encontre et nous condamnons avec la plus grande fermeté la volonté de certaines directions syndicales comme la CFDT ou la CGT de donner des consignes de ne pas voter pour Marine aux prochaines élections (avec une certaine contradiction puisque de plus en plus d'adhérents de la CGT votent FN). Ces prises de décision sont contraires aux valeurs du syndicalisme français, certaines directions confédérales continuent de respecter ce principe est c'est tant mieux.

Fort de ce qui vient d'être dit précédemment, il serait donc incohérent d'appeler à la création de syndicats « patriotes » ou « Front National », comme cela avait été tenté à l'époque de Bruno Mégret. Cela serait contradictoire avec la volonté d'indépendance syndicale qui nous anime.

Riposte Laïque : Quelque chose à ajouter, Laurent ?

Laurent Bras : Merci de m'avoir donné ce temps de parole. De plus en plus de syndicalistes honnêtes et ayant ouvert les yeux nous rejoignent. Preuve que le discours de Marine sur la défense de l'Etat-Nation, garant de la préservation de nos acquis sociaux fait son chemin. Comme le disait Jean Jaurès:
» A celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien ».

Propos recueillis par Pierre Cassen